

LES RÈGLES DE FOI TRÈS FERMÉES DE L'EUROCLUB (1/2)

Par Marc Sinnaeve

Les nouveaux dirigeants du gouvernement d'Athènes n'ont pas renversé la table de la zone euro. Mais en revenant s'y asseoir, d'autorité, comme partenaires de plein droit, et plus comme obligés, ils ont dévoilé les règles du jeu qui s'y joue... d'ordinaire derrière des portes fermées. Le nom du jeu : ordolibéralisme. Késako ?

Est-ce bien de la « dette grecque » et de la poursuite des prêts financiers européens à Athènes dont il s'agit en fin de compte ? Est-ce bien la seule nécessité de trouver une issue collective à la crise grecque qui est au centre de la bataille intereuropéenne inaugurée avec la victoire du parti de gauche radicale Syriza aux élections du 25 janvier ? Les collègues ministres des Finances de l'Eurogroupe prient, avec une telle insistance, leur nouvel homologue d'Athènes de bien vouloir se plier aux règles en vigueur au sein du « club euro » que la prière en est apparue troublante...

Pas question de créer un précédent dans le club, se justifie-t-on dans toutes les langues, en exonérant un membre de ses responsabilités, alors que d'autres (Espagnols, Irlandais et Portugais) ont accepté, eux, les « sacrifices nécessaires ». Question de morale politique. Ou de morale tout court, aux yeux des très luthériens dirigeants de Berlin... pour lesquels les efforts consentis par la vertueuse rigueur allemande éternelle doivent servir de stations de pénitence sur le chemin de croix des fraudeurs méridionaux invétérés, Grecs en tête.

Depuis le début de la crise en Europe, explique le ministre des Finances Yanis Varoufakis [dans son livre *Le Minotaure planétaire*](#), les Allemands ont été convaincus que leur pays a pu échapper au gros de la tempête « *parce que, contrairement aux Méridionaux qui dépendent sans compter, les Allemands travaillent dur et savent s'en tenir à leurs moyens. (...) Une telle façon de penser s'accompagne d'une incompréhension totale de ce qui a assuré le succès de la zone euro et garanti l'excédent allemand jusqu'en 2008 : c'est-à-dire la manière dont, pendant des décennies, le minotaure planétaire générait la demande permettant à des pays comme les Pays-Bas et l'Allemagne d'être exportateurs nets de capitaux et de biens de consommation tant vis-à-vis de la zone euro que du reste du monde.* »

Dans l'euro-schéma, la Grèce et sa population sont désignés (seuls) coupables de leurs dettes (« Schulden » en allemand) dont le paiement tient lieu d'expiation, imposée de l'extérieur, pour le laxisme financier coupable (« schuldig », en allemand). Les banquiers sans scrupules qui ont inondé la Grèce de crédits à bas prix pour financer les exportations allemandes ou françaises (d'équipements militaires, notamment)? Exonérés de toute peine, dans ce conte moral, les riches Grecs qui, avec la complicité des gouvernements en place

du passé, ont abusé des subventions européennes pour nourrir les circuits de l'évasion fiscale ? Des Grecs profiteurs comme les autres. La banque Goldman Sachs qui a maquillé les comptes grecs pour aider le pays à rejoindre la monnaie unique ? Une anecdote.

La conflictualité, du coup, peut être rabattue avec d'autant plus de facilité, dans le discours officiel et la lecture médiatique majoritaire de « la crise », sur une lutte de légitimité entre « la Grèce et l'Eurogroupe ». Tout se passe comme si la première était un corps étranger au second, à partir du moment où ses dirigeants refusent d'y parler la seule langue budgétaire unique... et ont même le culot de chercher à y introduire une autre, davantage économique. Les jeunes rebelles et inexpérimentés impétrants du gouvernement d'Athènes doivent apprendre à se confronter au « principe de réalité », entend-on, à cet égard. C'est-à-dire accepter la poursuite pure et simple de l'ensemble du programme européen négocié avec le gouvernement grec précédent, y compris les politiques socialement les plus ravageuses placées sous l'autorité de la fameuse Troïka.

L'idée générale derrière le propos ? Saper le « crédit », potentiellement contagieux, de Syriza, [pointe Christian Salmon](#), entomologiste des récits moderne ; discréditer « *la crédibilité d'une parole qui tient à l'adéquation de son discours politique à la réalité vécue par la population grecque* ».

LE CALICE ET LE COUP DE JUS

Le stratagème n'a pas vraiment fonctionné jusqu'ici. C'est que le brillant et désarçonnant Yanis Varoufakis a déchiré à la fois l'écran de fumée et la toile de cinéma qui tiennent habituellement lieu d'outils de communication aux administrateurs de la monnaie unique. Suivant une stratégie du contre-pied mûrie de longue date, il a fait rapidement sortir ses interlocuteurs de leurs gonds, et a ouvert ainsi toute grande la porte d'ordinaire fermée du vrai pouvoir, anonyme et invisible, supranational et infra-démocratique : celui de « Bruxelles », de la Troïka, de la BCE, des banques centrales, du FMI... Se mettant lui-même en scène, tantôt agent provocateur idéologique, tantôt figure de subversion morale, le grand argentier d'Athènes les a tous exposés, avec lui, à la lumière crue de débats et de négociations à découvert, façon agora antique.

Que ce soit par son code vestimentaire transparent (pas besoin de cravate, car nous n'avons rien à cacher, semble-t-il signifier) ou via les fuites des documents de travail et de négociation qu'il a organisées sur son compte Twitter, il a opté pour le point de vue de la transparence. Ce n'est pas pour déplaire aux médias, d'abord ; cela amène une bouffée d'air pur dans un environnement suspect d'entretenir des rapports de connivence ou de complaisance ; c'est un bouclier, enfin, [note le professeur Jan Blommaert](#), de l'Université de Tilburg, contre toute tentative d'interprétation biaisée de la teneur effective des pourparlers.

S'ils ont cru pouvoir faire boire le calice aux Grecs jusqu'à la lie, les autres membres de l'Eurogroupe se sont d'abord pris, eux, un sérieux coup de jus avec le court-circuit déclenché depuis l'installation grecque. Mais l'enjeu, contrairement à ce qui a été souvent avancé, n'était pas, et n'est toujours pas, la fausse alternative entre remboursement de la dette (aux conditions « respectueuses des engagements » de Bruxelles) ou « Grexit »... Ce que demande Athènes n'est pas une énième dose d'oxygène financier, mais un prêt de raccord pour pouvoir mettre en œuvre le travail de reconstruction d'une économie et d'une société dévastées tant par les politiques menées depuis 2010 que par les racines profondes de la crise grecque.

LES VICE-ROIS ET LE ROYAUME DE LA CROYANCE

On sait qu'aucune autre économie occidentale d'après-guerre n'a été aussi loin, depuis 2010, dans la saignée de ses dépenses publiques et de son corps social. On sait que tous les ministres de Syriza fustigent l'irresponsabilité de leurs prédécesseurs et de l'oligarchie grecque qui, ensemble, ont mis le pays en coupe réglée. On sait que les Allemands, eux-mêmes, se sont vu imposer par le reste de l'Europe, au titre de réparations de guerre, sous la République de Weimar, dans les années 1920, ce que leur gouvernement et leurs institutions imposent aujourd'hui aux Grecs et au reste de la zone euro. On sait qu'il n'est (presque) plus personne, aujourd'hui, pour contester l'effet contre-productif sur la croissance des programmes d'ajustement comptable et de réformes structurelles antisociales administrés par les hommes en noir de la Troïka : ces « vice-rois » modernes dépêchés par la Commission européenne, la BCE et le FMI.

On sait tout cela. Et pourtant... on continue. On continue, politiquement, à prescrire la potion d'austérité (même si les doses se font parfois moins sévères), et, éditorialement, à défendre le respect « des règles », aussi absurdes soient-elles jugées, « tant qu'elles sont en vigueur ». Avec ce type de raisonnement, la peine de mort, les avortements clandestins et le travail des enfants seraient toujours en vigueur.

Sur un plan politique, on pourrait penser que la raison de l'entêtement austéritaire est à chercher dans une forme d'aveuglement idéologique néolibéral, ou dans une volonté stratégique de casser les reins de l'expérience de gouvernement de la gauche radicale à Athènes. Ces hypothèses sont à prendre en compte... Mais elles ne sont que les auxiliaires de la toute-puissance de la véritable foi qui anime les gardiens du temple de l'euro : à savoir, une croyance collective dans le régime des *règles*, des *dispositifs* et des *chiffres* autour duquel s'est construit l'ensemble européen, traité après traité.

Il s'agit de la croyance dans l'efficacité des normes juridiques du seul fait qu'elles sont inscrites dans les traités, à l'image de la « règle d'or » budgétaire (le *Schwarze Null* en Allemagne) contenu dans le traité de 2012 sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). L'existence d'un tel « ordre régulier » permet de mieux comprendre en quoi la foi budgétariste tient lieu, pour ainsi dire, de seule politique économique à l'Europe (avec la politique de la concurrence libre et non faussée sur le grand marché).

LE CORSET MORAL ET L'ORDRE ÉCONOMIQUE

La conséquence en est que les positions gouvernementales, les cadrages médiatiques et les perceptions citoyennes autour des composantes de ce que l'on appelle « la crise » se sont détournés de l'économie pour adopter le prisme du juridisme, teinté de morale, des négociations « diplomatiques » européennes intergouvernementales. Que ce soit au sein de la Commission, du Conseil des ministres ou de l'Eurogroupe, il n'est question que de règles à respecter, de bon ou de mauvais bulletin, de procédure pour déficit (ou excédent) excessif... Yanis Varoufakis, lui-même, a d'ailleurs rapporté le désarroi de ses homologues lorsqu'il a insisté, lors des négociations, pour parler macroéconomie... s'entendant alors reprocher, en retour, son académisme théoricien déplacé ! « *Une des grandes ironies de*

cette négociation, [a-t-il confié à l'Irish Times](#), c'est qu'il n'y a pas de discussion macroéconomique au sein de l'Eurogroupe. Tout est basé sur des règles, comme si elles étaient de droit divin et comme si elles pouvaient s'imposer aux lois de la macroéconomie. »

L'Europe conçue comme un « *corset de règles morales* » (empire de la norme, « faute » de l'endettement, rigueur budgétaire réparatrice...), souligne Christian Salmon, correspond, en fait, à la définition de l'ordolibéralisme allemand. On parle, ici, d'un courant de la pensée économique libérale qui s'est développé en Allemagne dans l'entre-deux-guerres, à partir des travaux de penseurs humanistes hostiles aux totalitarismes, et avec le souci initial de teinter le libéralisme de préoccupations sociales. Ils avaient tous vécu les traumatismes de la grande inflation allemande de 1923-1924...

[Cette doctrine](#), mise en œuvre par les chrétiens démocrates pour reconstruire l'Allemagne d'après-1945, en est venue, au fil de l'histoire, à occuper tout l'espace de la politique économique en Europe, aux côtés du néo-libéralisme anglo-saxon (libre-échange, dérégulation, financiarisation, réduction de la taille de l'État...) Pareille architecture, politiquement démocrate-chrétienne et économiquement libérale, a offert – et offre aujourd'hui encore – l'avantage de ne pas devoir trancher entre options politiques divergentes...

LE DOUX COMMERCE ET L'UNION POLITIQUE

L'Europe n'est pourtant pas née d'un projet libéral, rappelle Guillaume Duval dans un [livre d'entretien très éclairant](#). Elle est au contraire issue, à l'origine, d'une « *logique économique explicitement planificatrice qui consistait à mettre en commun et gérer ensemble les ressources clés de l'époque* ». Cette dynamique a été incarnée par la première Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) créée en 1952. Mais, par la suite, la peur de transferts significatifs de souveraineté depuis l'échelle nationale a amené les élites des pays fondateurs à chercher à construire l'Europe plutôt par le marché : la libre circulation des biens et des personnes instaurée par le traité de Rome, en 1957 est le socle sur lequel s'est fondé le « Marché commun » de la Communauté économique européenne (CEE). Le « doux commerce » cher à Montesquieu devait pacifier durablement le continent et conduire naturellement les peuples à vouloir développer le caractère transnational de leurs démocraties souveraines respectives.

C'est cette même logique, fait observer Duval, qui a été poursuivie pendant plus de cinquante ans, notamment avec l'Acte unique de 1986 : celui-ci a préparé le marché unique de 1993 et a élargi « *la logique du marché européen sans barrière aux prestations de services, à l'implantation des entreprises et aux mouvements de capitaux* ». Mais, nuance le rédacteur en chef du mensuel *Alternatives économiques*, l'idée que faire du commerce ensemble finirait par donner lieu à une Europe politique ne s'est jamais vraiment concrétisée... Le marché, commun puis unique, demeure bien la seule identité substantielle de l'Europe.

Une raison à cela, note de son côté [Dani Rodrik](#), est sans doute que l'articulation imaginée entre les deux processus (échanges commerciaux et union politique) n'a jamais été ni présentée, ni, a fortiori, « vendue » aux populations concernées trop ouvertement. Soit parce que cela aurait demandé de reconnaître que le marché autorégulé est bien au cœur de la

politique européenne, ce qui n'aurait recueilli que peu d'adhésion en dehors d'un cercle étroit d'économistes néolibéraux. Soit parce que l'objectif proclamé d'une union politique aurait ouvert la boîte de Pandore du débat sur le fédéralisme européen et les abandons de souveraineté qu'il suppose (cela à partir de conceptions de la démocratie très divergentes entre voisins européens qui se suspectent mutuellement de vouloir « mettre la main sur l'Europe »).

LA BOÎTE À OUTILS ET LES EXPERTS

La difficulté de concilier les choses a compté beaucoup, en fin de compte, dans le recours qu'ont fait les pères fondateurs de l'Europe à la boîte à outils de l'ordolibéralisme. Pour les concepteurs de celui-ci, rappelle le professeur Michel Dévoluy, ni la propriété privée ni l'économie de marché ne relèvent d'un ordre « naturel ». Il n'empêche : à l'image de la démocratie pour Winston Churchill, le libéralisme économique reste, à leurs yeux, le « pire des systèmes à l'exception de tous les autres » pour soutenir le progrès économique et social. À l'inverse des néolibéraux, toutefois, les ordolibéraux estiment que c'est à l'État de garantir la pérennité de l'ordre économique en établissant des règles appropriées et en les faisant respecter. Mais pour ce faire, ils préfèrent les experts et les règles aux hommes politiques. En conséquence devait se forger une forme de constitution, un *ordre*, reposant sur quatre principes fondateurs :

- le respect de la propriété privée ;
- un régime de concurrence libre et non faussée défendue par une cour de justice ;
- la stabilité des prix grâce à une banque centrale insensible aux pressions politiques ;
- le combat contre le laxisme budgétaire.

On retrouve bien les priorités normatives que s'attachent à faire respecter la Commission européenne, la Banque centrale européenne et la Cour de justice européenne. À ceci près que l'ordolibéralisme contemporain a été dépouillé de sa composante sociale originelle en passant, depuis lors, au tamis néolibéral hégémonique.

Si cette conception ordolibérale s'est imposée à l'époque, en Allemagne d'abord, et en Europe ensuite, souligne Guillaume Duval, c'est principalement, parce qu'aux yeux des Allemands, le keynésianisme, qui justifie l'intervention de l'État dans l'économie, était alors incarné par l'étatisme hitlérien, mais aussi par l'étatisme soviétique. Et pour d'autres, dont les Français, l'avantage d'un tel modèle, contrepoids aux « excès » potentiels de l'État social, c'était qu'il n'impliquait pas de transfert d'éléments significatifs de souveraineté à l'échelle européenne. Pour le reste, il suffisait de ne pas nommer trop haut l'origine allemande du moteur européen...